

## ALORS QUE LES ÉLÈVES DE TERMINALE REVENDIQUENT SON APPLICATION

# Les syndicats refusent la définition du seuil du programme

**Alors que des lycéens sont sortis protester ces derniers jours pour exiger de la tutelle qu'elle définisse le seuil du programme pour l'examen du baccalauréat, les syndicats du secteur protestent contre cette proposition qui revient chaque année et expliquent que la crédibilité du baccalauréat est ainsi remise en cause.**

**F.-Zohra B. - Alger**

(Le Soir) - Comme ils en ont pris l'habitude au cours de ces dernières années, les élèves des classes de terminale sont sortis de leurs établissements en signe de protestation, pour demander l'application du seuil des leçons faisant partie du programme pour l'examen du baccalauréat. Il s'agit notamment d'établissements des wilayas d'Alger, de Tizi-Ouzou, de Béjaïa et d'Oran où les élèves ont évoqué la surcharge des programmes et expliqué qu'ils devaient bénéficier, comme cela a été le cas antérieurement d'un seuil des leçons.

Les syndicats du secteur dont le CLA et le CNAPEST ont pour leur part dénoncé cette requête, assurant qu'elle remet en cause la crédibilité de l'examen du baccalauréat.

«Tout en espérant que cette fois encore le ministère de l'Éducation nationale lâchera du lest pour mettre fin au mouvement de protestation des classes de terminale alors que l'année scolaire n'a connu aucune perturbation notable par rapport aux autres années.», a déclaré le CLA.

Pour le CLA, si le seuil est encore une fois appliqué, c'est l'avenir de milliers d'élèves qui sera sacrifié. Le syndicat dit aussi qu'il a toujours milité pour supprimer la question du seuil qui n'existe qu'en Algérie.

«Les élèves et le ministère de l'Éducation doivent comprendre que le programme comprend 35 semaines et est le fruit de trois années d'études, pour aborder l'université qui demandera au futur bachelier du prérequis



Meziane Meriane dénonce la requête des lycéens.

nécessaire», expliquent aussi les représentants du CLA. Assurant aussi que les enseignants de terminale sont obligés de terminer un programme où chaque cours est devenu un numéro qu'il doit remettre à l'administration pour le suivi des programmes qui

seront examinés par la commission chargée des progrès dans les programmes. «Ce scénario oblige le professeur à s'occuper beaucoup plus du côté administratif que pédagogique, ce qui n'était pas le cas avant», explique le CLA.

Pour le syndicat aussi «le seuil pénalise les enfants qui ont travaillé toute l'année, comme tous les établissements ne fonctionnent pas avec le même rendement, ce qui explique le niveau très bas et le taux d'échecs à l'université.»

Par ailleurs et pour le Syndicat national des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest), la limitation du seuil est «anti-pédagogique», selon, Meziane Meriane, le coordinateur national.

Même son de cloche du côté du Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), qui a affirmé que les élèves sont ainsi mal formés dans le secondaire.

Si à ce jour il n'y a pas de réponse officielle de la tutelle sur cette question, les syndicats disent redouter que le ministère de l'Éducation ne cède encore une fois à la pression des actions de protestation des élèves.

**F.-Z. B.**

## DISTRIBUTION ET LOISIRS

### Cinq nouveaux centres commerciaux lancés dès 2013

Cinq centres commerciaux et de loisirs (CCL) seront lancés dès cette année dans quelques wilayas du pays.

Conçus dans le même esprit mais de complexité différente que le CCL de Bab Ezzouar, ces centres devraient être implantés à Oran, Alger-Ouest, Sétif, Annaba et Constantine. C'est ce que le président de la Société des centres commerciaux d'Algérie (SCCA), Allain Rolland, a indiqué, hier, lors d'une conférence de presse.

Assurant que le projet du CCL d'Oran est quasiment finalisé de même que celui d'Alger-Ouest, Allain Rolland a laissé entendre que les contraintes qui ont entravé la concrétisation de ces projets, annoncés depuis plusieurs années, ont pu être surmontées. Néanmoins, une volonté d'élargir l'offre en matière de grande distribution et de loisirs que l'on motive notamment par «les résultats (...) réjouissants», la qualité de service et la forte attractivité du CCL de Bab Ezzouar, ouvert depuis le 5 août 2010 et qui, prétend-on, «répond à un besoin et à une forte demande des consommateurs». A ce propos, tant le président de la SCCA que le directeur général du CCL de Bab Ezzouar, Kamel-Jean Rizk, ont mis en relief une hausse remarquable du nombre de visiteurs-clients et du chiffre d'affaires réalisé par ce centre. Un centre où, sur plus de 30 000 m<sup>2</sup>, une trentaine d'enseignes internationales sont présentes, soit 40% des locataires contre 60% pour les enseignes «locales». Ainsi, l'on note que le chiffre d'affaires du CCL s'est établi à 8,3 milliards de dinars en 2012, en augmentation de 10% par rapport à 2011. Quant à la fréquentation du centre, l'on affiche le satisfecit dans la mesure où le nombre des visiteurs est passé de 5,5 millions à 6,2 millions de visiteurs, en croissance de 12%.

Ainsi, le CCL de Bab Ezzouar a accueilli depuis son ouverture plus de

14,3 millions de visiteurs/clients. Une dynamique que la SCCA entend poursuivre et renforcer en 2013, en prévoyant une fréquentation de l'ordre de 7,5 à 8 millions de visiteurs/clients, soit 20 500 à 22 000 visiteurs par jour. Mais également en développant une stratégie d'innovation commerciale mais aussi culturelle et d'élargissement de l'offre de détail. A ce titre, la SCCA est confrontée, indiquent-ils, à «des demandes d'emplacements totalisant plus de 10 000 m<sup>2</sup> et qu'il est difficile de satisfaire». Toutefois, l'on annonce que de nouvelles enseignes internationales vont s'implanter au CCL de Bab Ezzouar. Il s'agit de la marque Celio (prêt-à-porter masculin) et Alain Afflelou (lunetterie et optique) en mars, puis Mango Touch et Zara (prêt-à-porter femmes, hommes, enfants et accessoires), respectivement en avril et août. D'autres enseignes étrangères sont attendues fin 2013, Allain Rolland évoquant l'arrivée d'autres marques phares du groupe espagnol Inditex et de l'enseigne d'accessoires mode «l'Am».

Outre l'organisation d'une exposition et d'un salon consacrés à l'horlogerie suisse et l'implantation d'un fitness notamment, la SCCA étudie le projet d'un hôtel 3 étoiles de 100 chambres sur 5 000 m<sup>2</sup> de surface disponible au Business Center. Néanmoins, l'ouverture du Multiplex reste «en stand-by», selon le président de la SCCA, attendant d'obtenir l'aval du ministère de la Culture.

D'autre part, la révision des tarifs de parking n'est pas à l'ordre du jour, affirme-t-on, dans la mesure où il s'agit essentiellement de garantir la qualité de service. A ce propos, l'on indique un nombre de 1,12 million d'entrées parking en 2011 pour un nombre de 1,07 entrées en 2012, soit 2,56 millions d'entrées depuis août 2010.

**Chérif Bennaceur**

## OUDAI MOHAMED RÉPOND

### À SES DÉTRACTEURS :

### «Je suis toujours le président de l'Organisation des retraités de l'ANP»

**Oudai Mohamed, élu, depuis septembre dernier, président de l'Organisation nationale des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP), remet les pendules à l'heure. A ses détracteurs, il répond : «Je suis toujours le représentant légitime des retraités de l'ANP».**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Ce général à la retraite subit depuis son élection des «critiques» de la part de quelques membres intérieurs de l'Association des retraités de l'ANP, dissoute et devenue une organisation depuis septembre 2012. Ces derniers, pourtant exclus selon les affirmations de M. Oudai, ont annoncé, en décembre dernier, que le conseil national de l'Organisation nationale des retraités de l'ANP, dans une session extraordinaire, a procédé au retrait de confiance au président Oudai ainsi qu'aux autres membres du bureau national pour «dépassement et violation» des statuts de l'organisation. Suite à ces déclarations publiques, M. Oudai a tenu à répondre par voie publique pour démentir toutes ces accusations. Pis, souligne-t-il, ces membres «perturbateurs» n'ont jamais été élus par le bureau national. M. Oudai, qui a animé hier une conférence de presse dans le but de donner des précisions, a expli-



Oudai Mohamed poursuit en justice ses détracteurs.

qué que l'organisation qu'il préside, une fois qu'elle a eu son agrément le 2 septembre dernier, a procédé au renouvellement des cartes des adhérents au nom de l'organisation, dans le but de procéder rapidement aux élections au niveau des wilayas et des régions, pour «mettre fin aux éternels intérim et aux auto-élections, ce, conformément à la loi de janvier 2012».

Un règlement intérieur a ainsi été élaboré et sera soumis au prochain conseil national. Le nouveau bureau national a aussi mis en place un compte unique mettant ainsi fin aux comptes des wilayas. Les cartes signées par le président ont été centralisées et par conséquent les cotisations sont maîtrisées et contrôlées.

Des «moyens de transparence», souligne le confén-

cier, qui ont soulevé le mécontentement de ses détracteurs qui n'ont «aucune légitimité». «Ces éléments non élus au nombre de sept ne cessent de déployer toutes leurs capacités de nuisance afin d'éviter les élections, l'audit, le compte unique, la centralisation de l'élaboration des cartes et donc des cotisations», a indiqué le conférencier. Ce dernier a, cependant, annoncé que des poursuites judiciaires seront lancées contre ces personnes pour «faux et usage de faux, abus d'autorité et incitation à l'émeute».

M. Oudai a, par ailleurs, indiqué que le ministère de la Défense nationale a promis de prendre en charge toutes les préoccupations soulevées par les retraités de l'ANP.

**S. A.**